

De Bourbon à La Réunion, l'histoire d'une île (du xvii^e au xx^e siècle)

Yvan Combeau

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2002/1 (N° 32-33), PAGES 91 À 99
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

DOI 10.4267/2042/14363

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2002-1-page-91.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Yvan Combeau

Centre de Recherches sur les Sociétés de l’océan Indien, Université de La Réunion

DE BOURBON À LA RÉUNION, L’HISTOIRE D’UNE ÎLE (DU XVII^e AU XX^e SIÈCLE)

La Réunion, située à 800 km de Madagascar, partie avec Maurice et Rodrigue de l’archipel des Mascareignes, est une île volcanique en forme d’ellipse de 207 km. Sa superficie est de 2 512 km² avec deux sommets le Piton des Neiges (3 069 mètres) et la Fournaise (2 613 mètres).

La découverte d’une île

Dans l’état actuel de nos connaissances sur les premiers temps de l’histoire de cette terre française de l’océan Indien, il faut distinguer les inscriptions cartographiques et la prise de possession officielle par la monarchie française. Dès le début du XVI^e siècle, l’île figure sur le portulan d’Alberto Cantino sous le nom de Dina Margabin. Elle apparaît pour la première fois sur une carte datée de 1518 sous le nom de Santa Apollonia. Mais ce n’est qu’en 1638, plus officiellement en 1640, que le Roi de France (Louis XIII) prend possession de cette terre lointaine sous le nom de Bourbon.

Les premiers habitants sont des mutins envoyés de Fort Dauphin par le gouverneur de Madagascar Jacques de Pronis (Rosset, 1955, p. 15). Ils arrivent à Bourbon entre 1646 et 1669. Madagascar est considérée par Louis XIV et Colbert comme le point central du dispositif royal dans

l'océan Indien. La Compagnie des Indes orientales, créée en 1664, confirme cette vision de la monarchie.

« Bourbon n'est alors pour la Compagnie et le roi qu'un objectif secondaire, qu'une terre satellite, d'appoint, par rapport à la grande île madécasse » (Nomdedeu, 2001, p. 15).

La Compagnie des Indes organise la première colonisation. Les Mascareignes sont désormais des escales précieuses sur la route des Indes. Il s'agit d'intensifier le commerce et donc de s'implanter. En 1665, sous la conduite d'Étienne Regnault, vingt colons débarquent. Ils seront vite suivis de deux cents autres. Les récits des voyageurs font de cette île montagneuse un Eden humain. Francis Leguat évoque les charmes des paysages, de l'air. Se compose au fil des années un tableau idyllique de ce petit territoire fertile où l'homme vit sereinement grâce à l'abondance des ressources (Barassin, 1979).

Dans cette première phase, un Gouverneur laisse durablement son empreinte. De 1735 à 1746, La Bourdonnais organise et établit un partage des fonctions entre Bourbon et l'île de France (Maurice). Au regard des potentiels, des espaces, des côtes, Bourbon sera « le grenier » et l'île de France le « Port de guerre et de commerce » (Brunet, 1949).

À Bourbon, même si le gouverneur espère beaucoup des épices (girofle, muscade) introduits par l'Intendant Pierre Poivre, le café connaît à cette époque son âge d'or. Les terres à cultiver sont distribuées aux colons blancs d'origine française par les arrêtés royaux. Ces concessions s'étendant selon l'expression « du battant des lames au sommet des montagnes ». En 1738, Labourdonnais prend une décision aux conséquences durables : le transfert de la capitale de Saint-Paul à Saint-Denis. Ce dispositif d'expansion économique s'accompagne d'un développement du commerce d'esclaves. L'édit de décembre 1723 qui s'inspire du Code Noir (1685) fait de l'esclave l'équivalent d'un « meuble ». L'esclave ne peut donc rien posséder en propre, n'a aucune responsabilité civile, le maître répond de ses actes. La population esclave croît considérablement au XVIII^e siècle (en 1708 : 268 adultes, en 1736 : 4 500, puis 23 000 en 1779).

Concomitamment à l'aggravation des conditions de vie des esclaves, la seconde moitié du XVIII^e et le début du XIX^e siècle sont marquées par l'augmentation de la population, le manque de terres qui en découle et les partages de terre liés aux successions. On assiste ainsi à l'appauvrissement progressif d'une partie croissante de la population blanche et des migrations de ce qu'il est convenu d'appeler « les Petits blancs » vers les terres des Hauts de l'île.

Bourbon, Bonaparte, La Réunion

Avec la Révolution Française, dès juillet 1790, le pouvoir est aux mains de l'Assemblée coloniale (Wanquet, 1985). La Convention (19 mars 1793) décide de rebaptiser l'île Bourbon du nom de La Réunion. L'abolition de l'esclavage décrétée le 16 pluviôse an II (le 4 février 1794) est refusée

par les colons. En accord avec l'île de France, les représentants de l'assemblée coloniale réunionnaise expriment leur refus d'abolir l'esclavage. En juillet 1796, les deux commissaires du Directoire chargés de mettre en application le décret sont réexpédiés vers la France.

« La colonie ne connaît ni guillotine ni épurations sanglantes. Les clubs rivaux se retrouvent cependant sur une question : l'abolition de l'esclavage. Le 4 février 1794, la Convention Nationale décrète l'abolition de l'esclavage dans les colonies. Cette nouvelle brise net l'élan révolutionnaire. À partir de juin 1795, les modérés et les conservateurs sont à nouveau maîtres de la situation. L'île s'engage dans un processus de réaction politique. L'arrivée du nouveau gouverneur royaliste, Jacob de Cordemoy, en novembre 1795 conforte leur position. Ils éliminent les sociétés populaires en janvier 1796 et organisent la chasse aux sans-culottes. L'agitation contre-révolutionnaire reprend à Saint-André. Le décret d'abolition qui parvient à La Réunion en juin 1795 n'est pas appliqué dans les Mascareignes. Les deux émissaires envoyés par le Directoire, Baco de la Chapelle et Pierre Burnel pour l'appliquer sont embarqués de force en juin 1796 par les colons de l'île de France après quelques jours de « discussions passionnées » » (Combeau, 2001, p. 19).

Durant la période napoléonienne, La Réunion change une nouvelle fois, pour quelques mois, de nom, devenant l'île Bonaparte. S'ouvre une décennie de guerres napoléoniennes entre Rodrigues, l'île de France et l'île Bonaparte. En 1810, 4 000 Anglais débarquent et convergent sur Saint-Denis. Des combats se déroulent à quelques centaines de mètres d'ici. Les forces françaises capitulent. L'île reprend le nom de Bourbon et reste possession anglaise jusqu'en 1814. À cette date, avec la Restauration et Louis XVIII, l'île est rétrocédée à la France.

« Dans l'aire indian-océanique, outre les cinq comptoirs et les huit loges de l'Inde, l'Angleterre n'accepta de restituer que l'île Bourbon, jugée sans valeur puisque sans port. Mais elle conserva les Seychelles et surtout l'île de France avec ses dépendances... » (Maestri, 1994, p. 26).

Au cours du XIX^e siècle la Colonie connaît de remarquables évolutions (Defos du Rau, 1960). En 1848, les journées révolutionnaires de février et la seconde République lui redonnent (définitivement) le nom de La Réunion. Elles apportent aussi et surtout avec la venue du Commissaire de la République Sarda Garriga le décret d'abolition de l'esclavage proclamé le 20 décembre 1848, date et événement déterminants dans l'Histoire réunionnaise.

« La liberté, « proclamée devant l'autel », est officialisée par l'arrêté du Commissaire de la République, qui prévoit une cérémonie religieuse dans toutes les communes pour consacrer l'acte d'émancipation. À Saint-Paul, le curé de la ville sensibilise les affranchis en prononçant une allocution toute paternelle qui leur rappelle que du travail, du respect aux lois découlent le bonheur et l'ordre » (Fuma, 1992, p. 159). La Réunion comptait alors 103 000 habitants dont 62 000 esclaves (Gerbeau, 1996). Depuis 1981, ce jour du 20 décembre 1848 est jour de fête et de mémoire (Ève, 2001).

Le XIX^e siècle marque aussi le développement de la culture de la canne à sucre, qui prend de plus en plus des allures de monoculture (Fuma, 1989). La prospérité liée à l'exportation du sucre

s'observe particulièrement dans les années 1850-1860. Deux constructions témoignent de ce bond économique de la seconde moitié du XIX^e siècle :

- en 1884 : le chantier du Port des Galets s'achève,
- en 1882 : inauguration du chemin de fer, plus connu sous le nom de « Petit train » qui relie sur 125 km l'Est (Saint-Benoît) au Sud (Saint-Pierre).

Sous le second Empire, la confiscation des libertés coloniales, la suppression de la représentation parlementaire, la création d'un Conseil général composé d'hommes investis par le gouverneur sont mal acceptées par les Réunionnais. La crise économique qui accable la Colonie à partir de 1863 et la mauvaise gestion des finances locales par l'administration augmentent le mécontentement des colons qui croient en la République. Dès le début d'octobre 1870, la nouvelle de la chute du Second Empire parvient de manière officieuse. Il faut attendre le 2 novembre et l'arrivée du paquebot *L'Emirne* dans la rade de Saint-Denis pour apprendre le changement de régime. Le 3 novembre, place du Gouvernement, sur une estrade ornée des drapeaux tricolores, le gouverneur de Lormel annonce la proclamation de la Troisième République.

La Réunion républicaine

La Colonie Réunion ne reste pas en dehors du renouveau de la vie politique nationale du dernier quart du XIX^e siècle. Les républicains (François de Mahy et Alexandre Laserve), vainqueurs des premières élections législatives, dominent l'espace politique réunionnais. Cette élite locale exprime une évidente passion assimilatrice et revendique l'idée d'une colonie colonisatrice vers Madagascar et le concept de La Réunion « petite France dans l'océan Indien ». Les consultations de 1876 et 1877 confirment cet ancrage républicain.

François de Mahy demeure à la Chambre des députés alors qu'Alexandre Laserve devient le 19 mars 1876, à 55 ans, le premier sénateur réunionnais de la nouvelle République. Dans une période marquée par l'affrontement entre la République et la Monarchie autour de la question du régime, les parlementaires de La Réunion appuient le combat des républicains et du gouvernement contre l'ordre moral, les royalistes et le cléricanisme. En 1879, ils approuvent la candidature de Jules Grévy et annoncent dans une lettre du 6 février 1879 aux Réunionnais leur confiance « dans la supériorité des institutions républicaines ».

Les notables républicains, thuriféraires de la politique coloniale française, impulsent l'idée d'une colonie colonisatrice, capable de participer à la définition et à la réalisation de la conquête de Madagascar. En 1882, François de Mahy, surnommé « le grand créole » (Heddo, 1997) devient Ministre des Colonies et lance une campagne militaire contre la grande île. Après douze années de combats, en 1896, Madagascar est annexée. La Reine Ranavalona III est exilée à La Réunion. Gallieni peut déclarer que « La France doit de voir son drapeau sur Tananarive » à François de Mahy.

Le déclenchement du Premier conflit mondial provoque un grand élan patriotique. La mobilisation des esprits, et tout particulièrement les jeunes lycéens du Lycée colonial de Saint-Denis, et ce depuis de longues années explique l'engagement des Réunionnais dans cette guerre. À la caserne Lambert, le nombre des volontaires est impressionnant. Le paquebot *Djemmah* emporte un premier contingent de soldats vers le front du Nord de la France. Pendant ces quatre années, ce sont 15 000 Réunionnais qui parviennent sur le sol de la Métropole, fiers de prouver leur attachement à la France. De 1914 à 1918, la guerre entrave les relations maritimes et provoque rapidement une plus-value considérable des prix de vente tant à l'importation qu'à l'exportation. La Réunion se retrouve dans une situation économique critique avec une production sucrière qui subit la crise du fret. La situation géographique du front dans les régions productrices de betteraves fait du sucre une denrée chère. Comme le note André Scherer : « À la fin de la guerre les grands propriétaires, les usiniers, les commerçants, se trouvaient pour la première fois depuis soixante ans à la tête de capitaux importants » (Scherer, 1998, p. 86).

À l'annonce de l'armistice, la colonie célèbre la victoire tout en mesurant le prix humain payé par les familles réunionnaises. Le retour des soldats se fait progressivement au rythme des navires. En mars 1919, *Le Madonna*, qui transporte plusieurs centaines de combattants, « apporte » dans l'île le virus de la grippe espagnole. Entre avril et mai 1919, cette terrible épidémie frappe durement la population de l'île : les chiffres varient entre 7 000 et 10 000 morts.

De la colonie au département

L'entre-deux-guerres se caractérise par un fort mouvement d'accroissement de la population (220 000 habitants en 1941), un sensible redressement de l'économie et une grande activité politique. Au cours de ces deux décennies, la colonie connaît de nouveaux moyens de communication (arrivée du monomoteur de Goulette en 1929, création d'une station TSF en 1923, installation des premiers téléphones en 1937).

La vie politique est des plus agitées avec des campagnes électorales très violentes et le développement des pratiques frauduleuses. Lucien Gasparin, Auguste Brunet, Léonus Benard, figures dominantes, cumulent les mandats et dominent l'action parlementaire. La Colonie subit une période de fortes tensions lors des élections législatives d'avril-mai 1936. Gasparin et Brunet, les deux parlementaires sortants, sont réélus. La victoire législative du front populaire est fêtée. Elle s'accompagne de l'arrivée d'un nouveau gouverneur (Truitard).

Ces mois du front populaire, et plus largement la période 1936-1938, sont un temps d'émergence des revendications assimilatrices, de la volonté d'une véritable politique réformatrice. Les manifestations en faveur de la construction de La Réunion en département sont révélatrices de cet appel au gouvernement pour plus de justice sociale et une assimilation dans la République. Le

débat sur l'évolution du statut de la Colonie vers celui de Département mobilise une partie de l'opinion publique, la Ligue des droits de l'homme et les syndicats.

La déclaration de guerre en septembre 1939, puis le gouvernement de Vichy (1940-1942) mettent entre parenthèses la question de la départementalisation. Depuis le 2 septembre 1939, la France est en état de guerre. La Réunion entre dans cette période appelée de façon bien inexacte « la drôle de guerre ». Dix mois où la vie continue avec la menace d'une offensive militaire. Dans la Colonie, le 5 septembre 1939, le gouverneur Court fait l'annonce d'un plan d'évacuation pour les villes avec une attention particulière pour Saint-Denis, Saint-Pierre, Le Port... Comme lors de la Grande guerre (1914-1918), les Réunionnais s'engagent dans le conflit mondial. Pendant la première phase de la guerre (septembre à juin) quatre contingents quittent l'île. Le 27 février 1940, le gouverneur Pierre Aubert (1888-1972) remplace Joseph Court.

Avant le vote des pleins pouvoirs à Philippe Pétain (10 juillet), le gouverneur a déjà fixé sa ligne de conduite : l'obéissance au Maréchal et l'unité de l'île par l'exclusion des opposants. De fait, La Réunion se retrouve ainsi sur l'échiquier des forces de l'Empire favorable à Vichy. Ce « loyalisme pétainiste » a rapidement des conséquences des plus concrètes sur la vie quotidienne des habitants. À partir du mois d'août 1940, La Réunion subit pendant plus de deux années un blocus. À partir de septembre 1941, l'île connaît très durement les problèmes du ravitaillement et du rationnement avec une réglementation drastique sur la circulation des produits agricoles et la définition de rations et les premiers tickets d'alimentation. La révolution nationale et « l'unité par l'exclusion » s'imposent sur le territoire de La Réunion. Certes, la Colonie, très éloignée des champs de batailles, ne connaît pas la présence de l'ennemi et les bombardements.

Les premiers opposants suspectés sont les personnalités politiques et syndicales qui ont appuyé l'action du Front populaire et participé aux luttes ouvrières des années 1937-1938. Les brigades de gendarmerie contrôlent les faits et déclarations de ces « résistants » potentiels.

En fait la pression est assez forte pour maintenir dans le silence une population qui face aux manques de nourriture doit en premier lieu mobiliser ses forces pour survivre. Dès les premières semaines du nouveau régime, le gouverneur impose le contrôle des personnes suspectes d'« anglophilie maladive » ou d'« anglophilie militante ».

Depuis le début du printemps 1942, la situation militaire se modifie. Après l'attaque des troupes britanniques (5 mai 1942) à Diego-Suarez (Nord de Madagascar), La Réunion est dans l'attente (crainte ou espoir) d'un débarquement des forces alliées au général de Gaulle. Le 28 novembre, le contre-torpilleur *Le Léopard* se positionne devant Saint-Denis. À la suite de quelques heures de combat, André Capagorry, représentant de la France libre, obtient la capitulation du gouverneur Aubert. La Réunion se retrouve désormais aux côtés des forces gaullistes. Demeure l'essentiel, La Réunion est exsangue, la population a faim. Un des premiers gestes du nouveau gouverneur est de donner mission au *Léopard* de se diriger vers Madagascar pour ravitailler en riz La Réunion. L'île entre dans une nouvelle phase de son histoire.

De 1942 à 1946, l'île se reconstruit économiquement et politiquement. En 1946, alors que l'Empire français se fissure, dans la continuité des revendications d'avant la seconde guerre mondiale, La Réunion devient le 19 mars le 87^e département français.

Un second XX^e siècle

La IV^e République n'apporte pas au jeune département les mutations tant attendues. La loi de mars 1946 prévoyait l'application à La Réunion de l'ensemble des réformes votées par l'Assemblée (Vergès, 1996). En fait, de 1946 à la fin des années cinquante, l'île vit le temps des déceptions au regard des espérances suscitées par la loi de départementalisation. Entre les projets gouvernementaux et les retards qui s'accumulent, La Réunion connaît une période de profondes difficultés. La grande majorité de la population vit dans la misère. En 1948, le taux de mortalité infantile (200 ‰) traduit la réalité sociale et sanitaire du jeune département.

Les années 1958-1963 marquent un tournant dans l'histoire de La Réunion. Un évident changement d'échelle impose de nouvelles approches. Sur le plan international, la décolonisation bouscule les équilibres. Sur le plan national, la rupture de l'année 1958 ouvre le chantier d'une nouvelle politique. La création du Parti Communiste Réunionnais et son combat pour une évolution du statut de l'île constituent une nouvelle donne et contraignent le gouvernement à des changements d'orientations et de comportements. Le voyage du général de Gaulle en 1959, puis en 1963 l'élection de Michel Debré dans la 1^e circonscription de Saint-Denis constituent un tournant considérable. Ce sont tous ces éléments rassemblés, qui placent l'île dans une autre dimension. L'ensemble de ces paramètres composent la nouvelle conjoncture. La Réunion apparaît autrement et entre véritablement dans la phase de départementalisation. En quatre décennies, l'île vit une accélération exceptionnelle de son histoire. C'est le temps du décollage économique, des transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (rouliers, aériens, portuaires), la construction du barrage hydroélectrique de Takamaka (1968), d'hôpitaux, d'écoles, de collèges. Les premières émissions de télévision débutent en 1964. Le Centre universitaire est créé en 1970. Autant de réalisations qui tentent de répondre à un retard considérable. De 1963 à 1981, sur la question du statut de l'île, un débat passionné entre départementalistes et autonomistes s'organise autour de deux pôles, deux figures (Michel Debré, Paul Vergès), qui structurent la vie politique de l'île. La troisième périodisation de cette histoire des temps présents est celui de La Réunion-Région. En 1982, la loi de décentralisation crée le Conseil Régional aux côtés du Conseil Général. La Réunion devient région européenne en 1992. En 1997, le traité d'Amsterdam donne à l'île sa place dans l'ensemble des régions ultra-périphériques de l'Europe.

Au cours de ce dernier quart du XX^e siècle, la départementalisation et la régionalisation accélèrent les transformations de la société réunionnaise. Les métamorphoses du « paysage audiovisuel »

suel » sont parmi les évolutions les plus révélatrices de ces mutations sociétales (apparition de Radio, puis Télé *Freedom*, développement dès 1998 des chaînes de télévisions par satellite). Reste dans ce tableau qui fait la part belle aux transformations, une donnée essentielle et dramatique : dans une île de 710 000 habitants (dernier recensement de 1999), le taux de chômage demeure exceptionnellement élevé (38 %). C'est là un des défis que la Loi d'orientation pour l'Outre-mer, mise en application au début de l'année 2001, tente de relever.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AZEMA, G., *Histoire de l'île Bourbon depuis 1643 jusqu'au 20 décembre 1848*, Paris, Plon, 1859.
- BARASSIN, J., *Aperçu général sur l'évolution des différents groupes ethniques à l'île Bourbon depuis les origines jusqu'en 1848*, Paris, Champion, 1979.
- BRUNET, A., *Trois cents ans de colonisation à l'île Bourbon*, Paris, Éditions de l'Empire, 1948.
- CHANE-KUNE, S., *La Réunion n'est plus une île*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- COMBEAU, Y., ÈVE, P., FUMA, S., MAESTRI, E., *Histoire de La Réunion, De la colonie à la région*, Paris, Nathan-Sedes, 2001.
- COMBEAU, Y., *La vie politique à La Réunion 1942-1963*, Paris, Nathan-Sedes, 2001.
- DEPOS DU RAU, J., *L'île de La Réunion*, Bordeaux, Institut de géographie, 1960.
- ÈVE, P., *Île à peur. La peur redoutée ou récupérée à La Réunion des origines à nos jours*, Saint-Denis, Océan Éditions, 1992.
- ÈVE, P., *Le 20 décembre 1848 et sa célébration à La Réunion du déni à la réhabilitation (1848-1980)*, L'Harmattan, Université de La Réunion, 2000.
- FARCHI, J., *Petite histoire de l'île Bourbon*, Paris, PUF, 1937.
- FUMA, S., *L'esclavagisme à La Réunion, 1794-1848*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- FUMA, S., *Une colonie île à sucre. L'économie de La Réunion au XIX^e siècle*, Saint-Denis, Océan Éditions, 1989.
- GERBEAU, H., *Les esclaves noirs pour une histoire du silence*, Saint-Denis, Océan Éditions, 1996.
- HEDDO, J., *François de Maby*, Grand Océan, 1997.
- LEGUEN, M., *Histoire de l'île de La Réunion*, Paris, L'Harmattan, 1979.
- MAESTRI, E., (Dir.), 1946, *La Réunion, département*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- MAESTRI, E., NOMDEDEU-MAESTRI, D., *Chronologie de La Réunion, de la départementalisation à la loi d'orientation*, Paris, Nathan-Sedes, 2001.

De Bourbon à La Réunion, l'histoire d'une île (du XVII^e au XX^e siècle)

- NOMDEDEU-MAESTRI, D., *Chronologie de La Réunion, De la découverte à la départementalisation*, Paris, Nathan-Sedes, 2001.
- PRUDHOMME, C., *Histoire religieuse de La Réunion*, Paris, Khartala, 1984.
- ROUSSE, E., *Combats des Réunionnais pour la liberté*, Saint-Denis, Éditions CNH, 1994.
- SCHERER, A., *La Réunion*, Paris, PUF, 1998.
- TOUSSAINT, A., *Histoire des îles Mascareignes*, Paris, Berger-Levrault, 1972.
- VERGES, F., *La loi du 19 mars 1946, Les débats à l'Assemblée constituante*, Saint-Denis, Graphica, 1996.
- WANQUET, C., *Histoire d'une révolution : La Réunion 1789-1803*, Marseille, Lafitte, 3 volumes, 1980-1985.